



COMPTE-RENDU DE L'ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR GENERAL

Les organisations syndicales (OS) avaient l'intention d'aborder cinq points afin d'obtenir des précisions :

- les suppressions d'emplois et le devenir des missions ;
- la suppression de la trésorerie de Mussidan ;
- les nouvelles règles de gestion destructrices pour les agents ;
- les conditions de travail ;
- la « qualité » du dialogue social.

Le ressenti de vos représentants sur l'attitude du Directeur Général (DG) a été particulièrement mauvais. Nous avons eu le sentiment qu'il éprouvait beaucoup de mépris à l'égard de cette « petite fonction publique de province », à l'instar des propos récurrents que l'on entend de nos dirigeants pour les salariés du privé et les chômeurs. Il se pose, sans état d'âme, en fidèle exécutant des décisions politiques actuelles.

En termes de suppressions d'emplois, si 2018 sera dans la continuité des années précédentes (1640, au plan national), en 2019 elles « ont vocation à se renforcer ». Doit-on donc s'attendre à des bouleversements considérables : suppressions de structures, externalisation ou abandon de missions ? A cette question, il a refusé d'indiquer quelles seraient les conséquences de ces suppressions, dans un département comme la Dordogne en renvoyant le règlement de la question au directeur local...

Quant à la fermeture de la trésorerie de Mussidan, toutes les objections, toutes les résistances (les élus locaux et les organisations syndicales), n'ont aucune légitimité à ses yeux. Peu importe les difficultés des populations, peu importe l'abandon des services publics en milieu rural, peu importe les conséquences pour les agents, il est hors de question, pour lui, de revenir sur sa décision...

Sur les règles de gestion, la suppression de l'affectation à la Résidence Administrative Nationale (RAN) et à la Mission/Structure, pour une affectation uniquement au département pour tous les agents (A, B et C), est une mesure scandaleuse. Le sort des agents, en matière d'affectation locale, dépendra uniquement du bon vouloir du Directeur. Au-delà des affectations nationales, cette mesure touchera de nombreux agents, dans ce contexte de suppressions de postes et de restructurations. Sans état d'âme, le DG revient sur les règles actuelles qu'il juge trop favorables aux agents et pas assez aux services. Selon lui, « il s'agit d'un simple retour de balancier, d'un réajustement de règles trop protectrices des agents ». Il admet volontiers « qu'il s'agit d'une régression pour les agents qui restent des fonctionnaires de l'État titularisés pour servir et obéir ».

Pratiquant la politique de l'enfumage et de la langue de bois, les conditions de travail et le dialogue social n'ont pu être abordés. Lors des échanges, le DG s'est employé à caricaturer la nature de nos interventions, discréditant la parole syndicale, afin d'éviter de répondre sur le fonds et précisément à nos questions.

En conclusion, et sans vouloir noircir le tableau, l'avenir, notamment à compter de 2019, s'annonce apocalyptique.